

Emploi : la reprise se précise

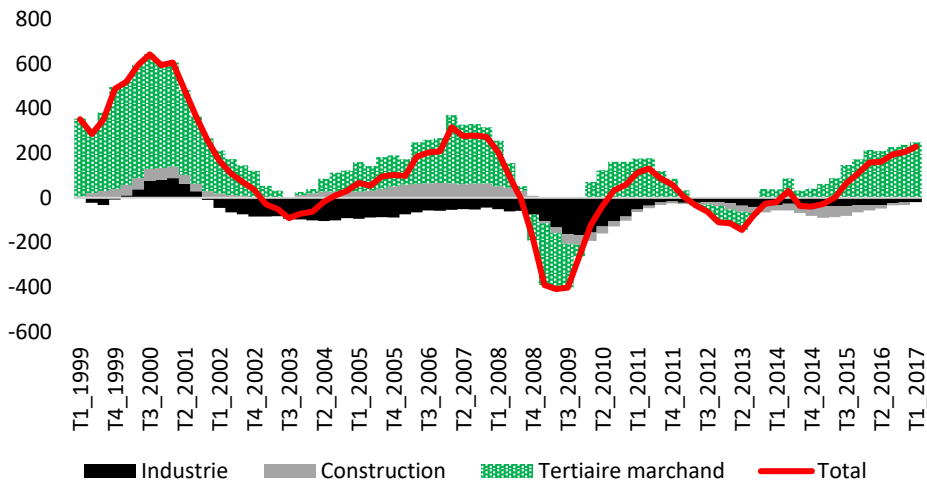
Vendredi 21 juillet 2017

Le présent flash revient sur la trajectoire récente de l'emploi privé français et propose deux éclairages sur les créations d'emploi depuis le début de l'année.

1. Emploi : une trajectoire ascendante depuis deux ans

Depuis la veille de la Grande récession de 2008-2009, l'emploi privé français a connu quatre phases : une forte contraction lors de la crise, une reprise modeste mais réelle avant un nouveau repli à compter de 2012. Depuis le **deuxième trimestre (T2) 2015**, l'économie française s'est remise à créer des emplois, portée par une accélération dans le secteur **tertiaire marchand**. Dans l'**industrie** et la **construction**, l'inversion de tendance semble se confirmer : si la première reste encore destructrice d'emplois, ces dernières décélèrent dans un contexte de déclin de l'emploi manufacturier sur longue période ; pour la seconde, le T1 2017 a marqué le retour des créations nettes. Toujours inférieur à son niveau d'avant-crise, l'emploi total pourrait le rejoindre au deuxième semestre de 2017.

Emploi privé en France, glissement annuel, en milliers

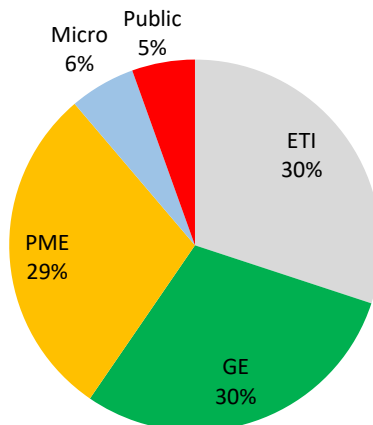


Source : Afep à partir d'INSEE.

2. Qui crée de l'emploi en 2017 ? Un zoom par taille d'entreprise

L'analyse sectorielle qui précède peut être complétée par une approche où les créations d'emploi sont décomposées par **taille d'entreprise** en intégrant également les évolutions dans le secteur public.

Déclarations de créations nettes d'emploi par type d'entreprise

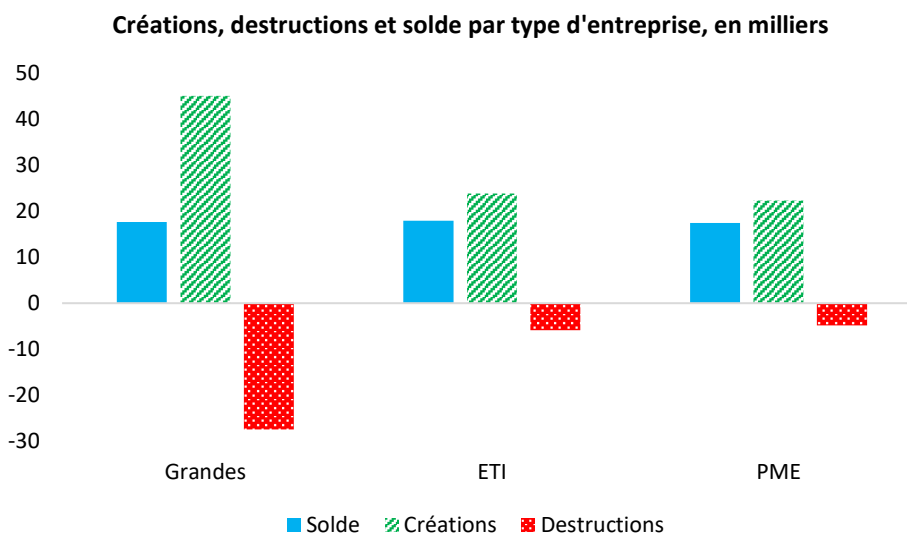


Source : Afep à partir de Trendeo. Au 13 juillet 2017. Micro : - de 20 salariés.

Pour ce faire, on utilise ici la base de données de l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement tenue par le cabinet Trendeo. D'un point de vue méthodologique, cette base non exhaustive est à distinguer des données officielles dans la mesure où elle n'a pas pour objet d'établir une statistique à partir d'éléments constatés mais de décrire en temps réel les **projets de créations et de destructions d'emploi** à des horizons variables (mois à venir, année en cours, années suivantes...). Du 1^{er} janvier au 13 juillet 2017, Trendeo recense la déclaration de près de **60 000 créations nettes** d'emplois : de façon intéressante, cette hausse serait uniformément répartie en trois « petits tiers » entre les **PME**, les **ETI** et les **grandes entreprises**¹, avec environ **18 000 créations** pour chaque catégorie d'entreprise. Les micro-entreprises (vraisemblablement moins bien couvertes par Trendeo compte tenu d'une moindre médiatisation) et le secteur public complèteraient avec, respectivement, 6 % et 5 % des projets de créations.

3. Flux bruts et créations nettes : détruire des emplois pour en créer ?

Le montant qui précède concernant les projets de créations nettes d'emplois (60 000) est un solde obtenu par différence entre les **créations** (99 000) et les **destructions brutes** (près de 39 000). Ceci rappelle l'existence d'un mouvement économique qui, loin d'être figé, reflète une dynamique de l'activité. La décomposition des flux bruts par taille d'entreprise illustre ce point : ainsi, pour un même solde de créations nettes, l'ampleur des **flux bruts diffère** assez nettement selon la **catégorie concernée**. Alors que les **PME** et les **ETI** présentent des flux bruts comparables (23 000 créations et 5 000 destructions), les **grandes entreprises** sont celles qui, à la fois, créent et détruisent le plus d'emplois avec, respectivement, 45 000 créations et 27 000 destructions. Parmi les explications possibles qu'il conviendrait de vérifier empiriquement, l'existence d'un « **effet-taille** » au sein des grands groupes ainsi que des besoins plus importants de **réorganisation** entraînant de fait un impact plus fort sur l'emploi en valeur absolue.



Source : Afep à partir de Trendeo. Au 13 juillet 2017.

En net redressement depuis le dernier creux de 2014, l'emploi privé français pourrait prochainement effacer les effets des deux récessions connues lors de la dernière décennie. Parmi les faits saillants à relever, la diffusion de la reprise a pour effet d'élargir son assise. Ceci est étayé tant d'un point de vue sectoriel que productif : sur le premier point, le tertiaire marchand (bien que largement majoritaire) n'est plus le seul à créer des emplois, même si l'industrie reste en difficulté, avec des conséquences sur la structure des emplois (salaires, qualifications...); sur le second, les projets de création seraient partagés par les différentes catégories d'entreprises. Couplés à la nette progression des embauches en CDI (cf. ACOSS), ces deux éléments donnent une certaine consistance à la croissance de l'emploi qui devrait se traduire par un repli du chômage au cours des prochains trimestres (9,4 % en fin d'année selon la dernière prévision de l'INSEE). S'agissant des créations d'emploi, la décomposition des flux bruts rappelle l'importance des mouvements d'entrée-sortie au sein des entreprises et le débat récurrent de politique économique : faut-il stimuler les créations ou limiter les destructions ?

¹ Plus de 3 000 salariés, soit une définition différente de celle de l'INSEE (5 000 salariés).